

# Présentation de l'Association canadienne pour les études supérieures au Comité permanent des finances de la Chambre des communes relativement au budget fédéral 2015

## Sommaire

L'Association canadienne pour les études supérieures (ACES) remercie le Comité permanent des finances de la Chambre des communes de lui avoir donné l'occasion d'exprimer son point de vue concernant le budget fédéral 2015 et les politiques qui l'étaieront.

Nos membres connaissent bien les débats actuels de haut niveau en ce qui a trait à la valeur d'une formation universitaire, et en particulier, la valeur d'un diplôme d'études supérieures. De plus en plus, les doyens des écoles d'études supérieures considèrent qu'ils font partie d'un réseau international de chefs de file et d'administrateurs. Nous sommes tous directement touchés par les tendances mondiales, les modèles de recrutement, les ambitions des pays en voie de développement et la mesure dans laquelle les nations investissent dans les programmes d'études supérieures complexes.

Près de 75 % des diplômés canadiens entreront sur le marché du travail en remplissant une demande d'emploi s'adressant aux travailleurs très spécialisés dans les secteurs public et privé, dans le domaine de la santé et au gouvernement. Les sommes que le gouvernement du Canada alloue aux chercheurs et aux étudiants par le biais des conseils subventionnaires sont un investissement essentiel pour le perfectionnement de diplômés productifs, mobiles et parfaitement aptes au travail.

Des indicateurs laissent croire que l'acquisition de compétences générales constitue un complément efficace à nos activités de base, fournissant le savoir académique ainsi que les compétences méthodologiques et analytiques à jour requises pour produire des diplômés d'envergure mondiale. À cette fin, l'ACES a investi dans l'initiative du Conference Board du Canada sur les compétences et les études postsecondaires. L'ACES collaborera avec le Conference Board pour évaluer le perfectionnement des compétences et les Ph. D. au Canada.

L'ACES salue les investissements du gouvernement du Canada dans le budget de février 2014, 1,5 milliard de dollars additionnels, pour faire progresser le leadership des établissements canadiens à l'échelle mondiale par le biais du fonds d'excellence en recherche « Apogée Canada ». Il s'agit d'un investissement qui accroît les ressources allouées aux chercheurs dans toutes les disciplines. Il aidera aussi les établissements à maintenir et à développer les infrastructures nécessaires pour entreprendre des travaux de recherche. Les investissements dans les études postsecondaires, en particulier les investissements dans les études supérieures, rassurent l'ACES à savoir que le gouvernement du Canada reconnaît la valeur des études supérieures pour l'économie canadienne.

L'ACES appuie fortement la vision exprimée dans le rapport Chakma au ministre du Commerce en 2012 selon laquelle le Canada doit : « *devenir le chef de file du XXI<sup>e</sup> siècle en éducation internationale afin d'attirer les meilleurs talents et de préparer nos citoyens au marché mondial, de façon à établir des bases solides pour assurer notre prospérité future* » et conseille vivement au gouvernement fédéral de revoir les recommandations.

## Présentation

L'Association canadienne pour les études supérieures (ACES) remercie le Comité permanent des finances de la Chambre des communes de lui avoir donné l'occasion d'exprimer son point de vue concernant le budget fédéral 2015 et les politiques qui l'étayeront.

L'ACES a été fondée en 1962 afin de promouvoir les études supérieures par le biais d'activités de sensibilisation, de la communication de renseignements, de rencontres et de conférences. L'Association regroupe 60 universités canadiennes ayant des programmes d'études supérieures ainsi que d'autres établissements et organismes qui s'intéressent aux études supérieures.

Nos membres connaissent bien les débats actuels de haut niveau en ce qui a trait à la valeur d'une formation universitaire, et en particulier, la valeur d'un diplôme d'études supérieures. Ces débats ne sont pas propres au Canada. De plus en plus, les doyens des écoles d'études supérieures considèrent qu'ils font partie d'un réseau international de chefs de file et d'administrateurs. Nous sommes tous directement touchés par les tendances mondiales, les modèles de recrutement, les ambitions des pays en voie de développement et la mesure dans laquelle les nations investissent dans les programmes d'études supérieures complexes.

## Reconnaissance du budget 2014

L'ACES salue les investissements du gouvernement du Canada dans le budget de février 2014. Notamment, 1,5 milliard de dollars additionnels seront alloués pour faire progresser le leadership des établissements canadiens à l'échelle mondiale par le biais du fonds d'excellence en recherche « Apogée Canada ». Il s'agit d'un investissement qui accroît les ressources allouées aux chercheurs dans toutes les disciplines. Il aidera aussi les établissements à maintenir et à développer les infrastructures nécessaires pour entreprendre des travaux de recherche. Les investissements dans les études postsecondaires, en particulier les investissements dans les études supérieures, rassurent l'ACES à savoir que le gouvernement du Canada reconnaît la valeur des études supérieures pour l'économie canadienne.

L'ACES est heureuse de constater l'intérêt porté aux stages et la marge de manœuvre qui permet au CRSH et à MITACS d'étendre leur programme Accélération au-delà des disciplines en STIM. Le Plan d'action économique de 2013 fournit 70 millions de dollars sur trois ans pour les stages, complétant ainsi les 35 millions de dollars sur cinq ans que le Plan d'action économique de 2012 a accordés à MITACS pour soutenir les stages en STIM.

## Tournés vers le budget 2015

Les programmes d'études supérieures des universités canadiennes génèrent des diplômés très efficaces et qualifiés qui sont prêts à participer à l'économie canadienne. En effet, les études supérieures ont une incidence directe sur tous les thèmes des consultations prébudgétaires de 2014. Les quatre thèmes suivants résument bien la situation :

- ***Équilibrer le budget fédéral pour assurer la viabilité financière et la croissance économique***

- La capacité de gain des diplômés universitaires, en particulier ceux qui ont obtenu un diplôme d'études supérieures (maîtrise et doctorat), est près de deux fois plus grande que celle des personnes dont le niveau de scolarité est moins élevé. Par exemple, les gens qui ont un doctorat dans le domaine de la santé ou qui occupent un emploi lié à la gestion ont un revenu annuel moyen de plus de 130 000 \$. L'impôt sur le revenu payé par ces travailleurs suit la même tendance.
  - Les sommes que le gouvernement du Canada alloue aux chercheurs et aux étudiants par le biais des conseils subventionnaires sont un investissement essentiel pour le perfectionnement de diplômés productifs, mobiles et parfaitement aptes au travail. C'est pourquoi il s'agit d'un investissement stratégique pour l'avenir du Canada. Ces jeunes Canadiens et les étudiants étrangers qui décident, dans bien des cas, de rester au pays, se préparent à participer à la croissance de l'économie, de leur collectivité et du programme d'innovation du Canada.
- o *Soutenir les familles et aider les Canadiens vulnérables en mettant l'accent sur la santé, l'éducation et la formation***
- Les nouvelles approches en matière de gestion des maladies, de soutien aux populations vieillissantes et vulnérables, de cohésion sociale et de formation ne sont que quelques exemples d'innovations qui sont élaborées et mises à l'essai par des chercheurs établis et des diplômés stagiaires d'universités partout au pays. Ce travail profite à tous les Canadiens.
- o *Accroître la compétitivité des entreprises canadiennes par la recherche, le développement, l'innovation et la commercialisation***
- Les connaissances, les compétences et la vision sont des éléments essentiels de la compétitivité. Les entreprises canadiennes dépendent de l'ingéniosité d'un large éventail de personnes et d'une multitude de compétences. L'accès à du financement additionnel pour la recherche et le développement ainsi qu'un intérêt accru pour la formation concernant la commercialisation et l'innovation sociale sont essentiels pour que le Canada renforce sa position à l'échelle mondiale.
- o *Optimiser le nombre et le type d'emplois pour les Canadiens***
- Près de 75 % des diplômés canadiens entreront sur le marché du travail en remplissant une demande d'emploi s'adressant aux travailleurs très spécialisés dans les secteurs public et privé, dans le domaine de la santé et au gouvernement. Les autres occuperont des postes dans le secteur de l'éducation. Il est important de fournir à ces étudiants les compétences leur permettant de miser sur leur pensée indépendante, leur créativité et leurs capacités d'analyse pour qu'ils puissent prospérer dans le climat économique actuel axé sur la mondialisation et réussir dans une nouvelle réalité financière et éducative.
  - La scolarisation d'un nombre croissant de Canadiens hautement qualifiés – dans les disciplines en STIM de même que dans les arts de la création, les sciences sociales et les lettres – aide à répondre à la demande dans les sphères publique et privée de plus en plus complexes, permettant au Canada d'être concurrentiel

dans une économie mondiale en continuelle expansion. Un nombre croissant de diplômés au doctorat cherchent un emploi ailleurs que dans le milieu universitaire. Ils sont nombreux à créer leur propre emploi et embauchent d'autres personnes dans de nouvelles entreprises rentables.

## **Miser sur la réussite**

L'ACES attire l'attention du Comité sur deux domaines qui aideront à atteindre les objectifs définis dans les priorités du budget 2015.

### **Perfectionnements des compétences dans le cadre des études postsecondaires**

Au cours des dernières années, nous avons constaté une transition des programmes d'études supérieures en tant que voie d'accès directe à des postes en milieu universitaire vers un ensemble beaucoup plus vaste d'autres parcours que le milieu universitaire. Les programmes d'études supérieures partout au Canada ont répondu au besoin en intégrant des occasions de perfectionnement professionnel à la formation des diplômés. Ce type de formation professionnelle fournit aux étudiants les « compétences générales » que les employeurs recherchent et prépare les étudiants à appliquer leurs connaissances et leurs compétences spécialisées dans une vaste gamme de milieux d'emploi.

Les institutions sont au premier plan de la détermination et de l'acquisition des compétences requises par les futurs dirigeants. L'introduction de programmes novateurs pour aider les étudiants à perfectionner ces compétences a été accueillie avec enthousiasme et un grand intérêt. Des indicateurs laissent croire que l'acquisition de compétences générales constitue un complément efficace à nos activités de base, fournissant le savoir académique ainsi que les compétences méthodologiques et analytiques à jour requises pour produire des diplômés d'envergure mondiale, ce qui aidera le Canada à demeurer concurrentiel.

L'ACES a investi dans l'initiative du Conference Board du Canada sur les compétences et les études postsecondaires. Nous collaborerons avec le Conference Board pour évaluer le perfectionnement des compétences et les Ph. D. au Canada. L'ACES utilisera les résultats de ces travaux pour participer à un plus vaste examen de l'avenir des Ph. D. En utilisant les données du CRSH, nous étudierons les méthodes les plus efficaces pour le Canada en examinant la forme, les fonctions et les pratiques exemplaires internationales.

Un des objectifs de l'ACES consiste à donner l'occasion d'accéder à de l'information sur les programmes d'acquisition de compétences et les initiatives destinés aux étudiants au Ph. D. et à la maîtrise dans des établissements partout au Canada. Une liste sera affichée sur le site Web de l'ACES et elle sera mise à jour par les membres au fil du temps. La communication de renseignements vise à fournir de l'information sur les pratiques exemplaires en temps réel, favorisant ainsi la collaboration.

L'ACES encourage aussi l'excellence dans ce domaine grâce à son Prix d'excellence de la société Educational Testing Service. Cette récompense annuelle reconnaît le meilleur nouveau programme conçu et instauré par une université. Le perfectionnement des compétences et l'utilisation de la technologie dans la prestation ou l'évaluation des Ph. D. ont été des thèmes dominants pour trois des quatre années au cours desquelles le prix a été remis.

De bons renseignements sont essentiels pour élaborer et mettre en œuvre une stratégie de préparation à l'emploi des diplômés et ils aideront les universités à soutenir les objectifs économiques des gouvernements fédéral et provinciaux. L'ACES est ravie de l'annonce d'un financement accru de 14 millions de dollars pour l'acquisition de données sur le marché du travail.

## **Étudiants étrangers et éducation internationale**

Les universités canadiennes doivent recruter des chercheurs et des étudiants diplômés de grande qualité pour contribuer à la réussite sociale et économique des Canadiens. L'ACES appuie fortement la vision exprimée dans le rapport Chakma au ministre du Commerce en 2012 selon laquelle le Canada doit : « *devenir le chef de file du XXI<sup>e</sup> siècle en éducation internationale afin d'attirer les meilleurs talents et de préparer nos citoyens au marché mondial, de façon à établir des bases solides pour assurer notre prospérité future* ».

La concurrence en matière d'éducation à l'échelle mondiale a augmenté au cours des deux dernières années depuis que le gouvernement reçoit ce rapport. L'ACES presse le gouvernement du Canada de revoir le rapport Chakma ainsi que d'adopter les activités recommandées par les auteurs et d'investir dans celles-ci. Le message principal du rapport est que la constance de la qualité dans l'ensemble du secteur est au cœur de l'image de marque du Canada. Ce rapport devrait compléter la stratégie canadienne en matière d'éducation internationale.

Voici les principales recommandations :

- Harmoniser les politiques fédérales liées à l'immigration, la politique étrangère ainsi que le commerce et l'innovation pour les intégrer aux objectifs du Canada en matière d'internationalisation de l'enseignement. L'ACES demande que les ressources nécessaires soient affectées au système de visa pour assurer une gestion appropriée et rapide de ces documents importants et pour réduire au minimum les coûts et les obstacles administratifs pour ces étudiants diplômés très prisés.
- Concevoir un programme de mobilité internationale pour les étudiants canadiens, y compris les diplômés. Il pourrait comprendre l'expansion du Programme de bourses d'études supérieures du Canada – Suppléments pour études à l'étranger Michael-Smith. Cet investissement permettrait aux meilleurs étudiants du pays et aux plus brillants de se faire une place à l'échelle mondiale au profit du Canada et de répondre à l'intérêt croissant dans la réciprocité des pays ciblés dans la stratégie internationale en matière d'éducation du Canada.
- Offrir d'autres récompenses et bourses aux étudiants étrangers. Actuellement les prix des trois conseils sont limités aux étudiants canadiens, à l'exception des bourses d'études Vanier. Le manque de bourses d'études offertes aux étudiants étrangers nuit à la capacité du Canada de concurrencer les programmes de bourses d'études d'autres pays comme la Chine et le Brésil en plus de nos principaux concurrents pour obtenir les meilleurs étudiants diplômés et chercheurs (p. ex. les États-Unis, l'Australie et le Royaume-Uni).
- Encourager le Conseil des ministres de l'Éducation (CMEC) à collaborer avec des intervenants et les ministères fédéraux appropriés pour établir des lignes directrices

claires quant à l'assurance de la qualité ainsi qu'un cadre d'assurance de la qualité.  
L'évaluation de la qualité est une préoccupation croissante pour les personnes intéressées à venir au Canada.

L'ACES croit que la mise en application de ces recommandations en temps opportun améliorera la capacité du Canada à devenir une puissance sur le plan de l'éducation internationale.